



vendredi 17 février 2017

## **Les grands titres:**

- En visite en Allemagne, le chef de l'ONU salue l'hospitalité du pays envers les gens ayant besoin de protection
- Centrafrique : la Mission de l'ONU renforce son dispositif à Bambari
- 10 ans après son adoption, l'ONU exhorte tous les gouvernements à appuyer la convention sur les disparitions forcées
- Le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle à défendre le droit international
- Iraq : l'ONU condamne un attentat meurtrier près de Bagdad
- Somalie : l'UNICEF et le PAM appellent la communauté internationale à agir maintenant pour sauver des vies
- La banquise continue de fondre alors que les températures sont élevées, selon l'OMM
- Soudan du Sud : l'ONU juge déplorable la situation des droits de l'homme

## **En visite en Allemagne, le chef de l'ONU salue l'hospitalité du pays envers les gens ayant besoin de protection**



Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, (à gauche) lors d'une rencontre avec la chancelière allemande Angela Merkel. Source: capture d'écran vidéo

**17 février** - En visite en Allemagne, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a tenu à saluer l'hospitalité que ce pays a offert à des gens dans le besoin et a souhaité que cela serve d'exemple à d'autres pays à travers le monde.

« Dans un monde où la solidarité a beaucoup de difficultés à s'exprimer, où nous avons le sentiment que tant de gens rejettent la diversité, ne comprenant pas que la diversité est une richesse et non une menace, où il y a tellement de manifestations populistes et xénophobes, l'Allemagne et la Chancelière Merkel sont un symbole de tolérance, un symbole d'hospitalité envers les personnes qui ont besoin de protection », a déclaré M. Guterres lors d'un point de presse conjoint avec la Chancelière allemande, Angela Merkel, à Munich.

C'est un « symbole que j'aimerais voir suivi dans de nombreuses autres parties du monde afin que nous puissions répondre à la souffrance dramatique dont nous sommes témoins à cause des terribles conflits qui se sont répandus dans le monde », a-t-il ajouté.



Le chef de l'ONU se trouve à Munich, en Allemagne, pour participer ce weekend à une conférence sur la sécurité.

« Nous vivons dans un monde où nous voyons une multiplication de conflits. Nous vivons dans un monde où les anciens conflits semblent ne jamais mourir, où, malheureusement, les conflits deviennent de plus en plus interdépendants et liés à une nouvelle menace de terrorisme mondial », a dit M. Guterres. « Nous vivons dans un monde où le changement climatique représente une menace pour les générations futures, un monde dans lequel nous assistons au développement récent de flux migratoires énormes, d'énormes mouvements de population, d'un monde qui exige une réponse globale ».

« Et je crois sincèrement au multilatéralisme, à la nécessité pour les pays de se réunir et d'utiliser les institutions multilatérales pour pouvoir, dans un esprit de solidarité, faire avancer les énormes défis du monde d'aujourd'hui », a-t-il encore dit.

## Centrafrique : la Mission de l'ONU renforce son dispositif à Bambari



Des Casques bleus bangladais servant au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) .

Photo: MINUSCA

**17 février** - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a annoncé vendredi le renforcement de son dispositif dans et autour de Bambari, avec l'arrivée de forces additionnelles pour protéger la population des groupes armés.

Ce renforcement, qui comprend l'unité de réaction rapide portugaise et des forces spéciales bangladaises, « permet de mieux protéger Bambari et ses habitants », a souligné la MINUSCA, qui a rappelé être la seule autorité légitime mandatée par le gouvernement pour contrôler la ville.

« Bambari ne doit pas appartenir aux groupes armés », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général en République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga.

Le Mouvement pour l'unité et la paix en Centrafrique (UPC) et le Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC) constituent une menace pour les populations civiles de Bambari, et se heurteront à la MINUSCA en cas de violence, a prévenu la Mission.

« Dans les jours à venir, Bambari doit devenir à nouveau une ville sans groupes armés », a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, dans un communiqué de presse séparé, la MINUSCA a salué la nomination de Toussaint Muntazini Mukimapa par décret présidentiel comme Procureur spécial près la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine. La Mission a assuré le Procureur spécial de son ferme soutien dans l'accomplissement de sa mission.

La MINUSCA a félicité les autorités centrafricaines « pour leur engagement à œuvrer en vue du renforcement de l'état de droit et de la lutte contre l'impunité ». Elle a réitéré son appui au renforcement du secteur de la justice et à la protection des droits de l'homme dans le pays, conformément à la résolution 2301 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La Mission a rappelé que conformément à son mandat, elle facilitera la coordination de l'appui bilatéral et multilatéral en faveur de la mise en place et du bon fonctionnement de la Cour pénale spéciale, notamment s'agissant de la sécurité des magistrats et des mesures visant à assurer la protection des victimes et des témoins.

## 10 ans après son adoption, l'ONU exhorte tous les gouvernements à appuyer la convention sur les disparitions forcées



mur de photos au musée Tuol Sleng du génocide à Phnom Penh, au Cambodge.  
Photo ONU / Mark Garten

**17 février** - A l'occasion du dixième anniversaire de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, l'ONU a exhorté vendredi tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à le ratifier.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté cette convention visant à empêcher les personnes de subir des disparitions forcées ou des détentions secrètes le 20 décembre 2006 et l'a ouvert pour ratification en février 2007.

Lors d'une réunion de haut niveau consacrée aux disparitions forcées, le président de l'Assemblée générale, Peter Thompson, a déclaré que depuis son adoption, la Convention a comblé «un vide judiciaire important dans le système international» en empêchant la victimisation future et cherchant à réparer les torts passés.

« Bien que le catalyseur de l'établissement de la Convention ait été les événements horribles qui ont eu lieu en Amérique latine au cours des années 1970 et 1980, dans de nombreuses régions du monde, le fléau de la disparition forcée se poursuit », a déclaré M. Thomson.

M. Thomson a souligné l'importance de voir dans ladite Convention un élément important des efforts visant à réaliser les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 16 sur la promotion de l'état de droit, l'accès de tous à la justice et la lutte contre l'impunité notamment. Une mise en œuvre fidèle de cet objectif créera les conditions pour que plus personne ne soit la victime d'une disparition forcée, a-t-il dit.

L'idée que les disparitions forcées se poursuivent aujourd'hui sous une forme ou une autre a été reprise dans un message vidéo du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, qui a noté que la plupart des personnes présentes à la réunion de haut niveau ont vu disparaître des membres de leurs familles.

« La pratique de la disparition forcée ne diminue pas - elle change », a-t-il dit. « Dans le contexte de la migration, des conflits internes, de la criminalité transnationale organisée, des crises humanitaires et de la lutte contre l'extrémisme violent, nous assistons à des modèles nouveaux et alarmants de disparition forcée », a-t-il ajouté.

M.M. Thomson et Zeid ont félicité les 55 États membres qui ont ratifié la Convention ou y ont adhéré et ont exhorté ceux qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer.

Les deux responsables onusiens ont également salué les travaux du Comité des disparitions forcées qui, aux côtés du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, est le principal mécanisme d'experts des Nations Unies dans ce domaine.

S'exprimant au nom du Comité, son Président, Santiago Corcuera Cabezut, a déclaré qu'il y avait 347 actions urgentes actuellement à l'étude par le Comité - contre seulement cinq en 2012.

« Les valeurs protégées par cette Convention sont universelles et, par conséquent, l'universalité de l'instrument devrait être atteinte dans un avenir proche, tout comme la Convention relative aux droits de l'enfant », a-t-il déclaré.

Pour appuyer les principes de la Convention, l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné le 30 août comme Journée internationale des victimes des disparitions forcées pour attirer l'attention sur le problème mondial des disparitions forcées.

## Le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle à défendre le droit international



**17 février** - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est dit alarmé par la montée du protectionnisme et de l'unilatéralisme à travers le monde et a appelé à défendre le droit international qui est menacé.

« Une nouvelle ère est en train de s'ouvrir devant nous », a déclaré M. Zeid lors d'une conférence intitulée « L'impossible diplomatie des droits de l'homme » prononcée jeudi soir à l'Université de Georgetown, à Washington.

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'exprime lors de la 31ème session du Conseil des droits de l'homme à Genève. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

« Pour beaucoup d'entre nous, le système international pourrait devenir dangereusement instable », a-t-il ajouté. « Nos collègues humanitaires sont invités à faire l'impossible, car le nombre et l'ampleur des conflits qui font rage continuent de causer d'immenses souffrances et forcent un nombre sans précédent de personnes à fuir leurs domiciles ».

« Pourtant, plutôt que d'y faire face, nous semblons nous en détourner et nous replier sur nous-mêmes », a regretté le Haut-Commissaire. Selon lui, le consensus qui soutient et régleme depuis des décennies les relations entre les États et leur comportement est en train de s'éroder. « Ce système a toujours eu des défauts, mais depuis plus de 70 ans, il a eu l'avantage indéniable d'éviter la perspective d'une Troisième guerre mondiale », a-t-il souligné.

Le Haut-Commissaire s'en est pris notamment à la responsable politique française, Marine Le Pen, candidate à l'élection présidentielle en France ce printemps, et souligné « la différence fondamentale de nos visions du monde ».

La montée croissante du protectionnisme, de l'unilatéralisme, des proclamations de pureté nationale ou religieuse, et le rejet de ce que certains appellent le « soi-disant droit international » est « profondément alarmant », a estimé M. Zeid. « Un virus populiste a infecté une partie du monde si rapidement qu'une grande partie de nos efforts semblent maintenant menacés ».

Le Haut-Commissaire s'est dit convaincu que « l'état actuel du monde renforce l'importance du travail que nous accomplissons ».

« Notre travail ne change pas seulement les lois, mais les vies. Il protège les plus vulnérables et inspire et soutient les militants qui luttent dans des conditions dangereuses pour que les peuples aient le droit de pouvoir s'exprimer », a-t-il ajouté.

« Nous devons, nous tous, défendre le droit international - le droit international des réfugiés, le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit pénal international », a-t-il encore dit. « Ils ne sont pas, comme certains voudraient vous le faire croire, le résultat d'un arrangement bureaucratique d'après-guerre. Ils ont été conçus à partir des cris de millions de personnes qui sont mortes violemment ou ont souffert horriblement pendant de nombreux siècles ».

« Si nous nous attaquons aveuglément les uns les autres et que notre monde s'écroule autour de nous, le prix payé par l'humanité sera tellement élevé que nous pourrions jamais nous en relever », a-t-il conclu.

## Iraq : l'ONU condamne un attentat meurtrier près de Bagdad



Vue  
aérienne de Bagdad, en Iraq. Photo MANUI

**17 février** - L'Organisation des Nations Unies a condamné vendredi un attentat commis la veille au sud de Bagdad, en Iraq, et revendiqué par l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIL), appelé aussi Daech.

Selon les informations rapportées par la presse, au moins 50 personnes auraient trouvé la mort dans cette attaque terroriste.

« Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple iraqiens », a déclaré dans un communiqué de presse le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq.

Cette attentat intervient après une série de crimes aussi atroces ayant frappé la capitale iraquienne cette semaine.

« Nous transmettons notre solidarité au peuple iraquien pour résister aux tentatives de répandre la peur, l'intimidation et la haine », a indiqué le porte-parole adjoint.

M. Haq a souligné que les Nations Unies continueront de soutenir le gouvernement et le peuple iraqiens dans leurs efforts pour combattre le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment en renforçant la confiance et la compréhension mutuelle dans le cadre d'un dialogue pacifique et inclusif.

## Somalie : l'UNICEF et le PAM appellent la communauté internationale à agir maintenant pour sauver des vies



Un  
berger dans le nord de la Somalie, une  
région gravement touchée par la sécheresse.  
Photo UNICEF/Sebastian Rich

**17 février** - Alors qu'une sécheresse ravage la Somalie, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) ont averti vendredi que seule une augmentation massive et immédiate de l'aide humanitaire pourrait aider le pays à éviter une autre catastrophe.

Compte tenu des besoins croissants, l'UNICEF et le PAM ont toujours besoin de plus de 450 millions de dollars pour pouvoir fournir une assistance d'urgence dans les mois à venir.

La sécheresse que connaissent les régions du nord de la Somalie depuis l'année dernière s'est maintenant propagée à l'ensemble du pays menaçant une population déjà fragile frappée par des décennies de conflit.

Près de la moitié de la population du pays, soit 6,2 millions de personnes, souffre d'une grave insécurité alimentaire ou a besoin de moyens de subsistance. On s'attend à ce que 944.000 enfants souffrent de malnutrition aiguë cette année, dont 185.000 souffriront de malnutrition sévère et auront besoin d'un soutien urgent pour sauver des vies. Il est très probable que ce nombre projeté d'enfants souffrant de malnutrition sévère augmente de 50% en passant à 270.000 au cours des prochains mois.

Cette semaine, les représentants de l'UNICEF et du PAM ont visité certaines des zones les plus touchées de la région du nord du Puntland, où les deux agences fournissent l'aide dont les populations ont grandement besoin.

« Un grand nombre de Somaliens sont arrivés au bout de toutes leurs ressources possibles et vivent au jour le jour », a déclaré le représentant de l'UNICEF en Somalie, Steven Lauwerier. « Nous avons une petite occasion d'éviter cette catastrophe et de sauver la vie des enfants. Nous sommes déterminés à travailler avec tous les partenaires et parties prenantes pour réussir ».

La sécheresse en cours et d'autres chocs ont laissé les communautés avec peu ou pas de ressources sur lesquelles elles peuvent se replier. Des villages entiers ont perdu leurs récoltes ou ont vu leur bétail mourir. Les prix de l'eau et de la nourriture produite localement ont augmenté de façon spectaculaire, et des milliers de personnes se déplacent à la recherche de nourriture et d'eau. La sécheresse a également conduit à une augmentation des maladies transmises par l'eau avec plus de 4.000 cas de diarrhée aqueuse aiguë et de choléra cette année.

« L'aide humanitaire a sauvé des vies dans le nord affecté par la sécheresse au cours de l'année écoulée, mais à mesure que la crise se propage, nous n'avons pas de temps à perdre », a déclaré le Directeur du PAM dans le pays, Laurent Bukera. « Avec l'UNICEF et d'autres partenaires, nous avançons le plus rapidement possible pour atteindre un plus grand nombre de personnes bénéficiant d'une aide vitale en utilisant toutes les options possibles, y compris les transferts en espèces, le soutien nutritionnel spécialisé et le transport aérien de produits de secours ».

Les agences ont noté que l'accès à l'aide humanitaire demeure préoccupant dans certaines zones du sud affectées par la sécheresse, mais que le PAM et l'UNICEF renforcent leurs efforts conjoints pour étendre la réponse dans des zones accessibles où des millions de vies sont menacées.

Les agences réagissent ensemble à la sécheresse en fournissant des bons d'alimentation et d'eau à des centaines de milliers de personnes dans les régions les plus touchées de Somalie ainsi que de l'aide nutritionnelle. À mesure que des ressources supplémentaires seront mobilisées, cette action conjointe continuera à se développer dans les régions les plus vulnérables.

## La banquise continue de fondre alors que les températures sont élevées, selon l'OMM



L'activité humaine va encore réchauffer la Terre, avec des effets dramatiques sur le temps, le niveau de la mer et l'Arctique. Photo: PNUE

**17 février** - La période prolongée de températures élevées se poursuit dans le monde, l'Arctique enregistrant une chaleur exceptionnelle et l'étendue de la banquise dans l'Antarctique étant la plus faible jamais enregistrée, a indiqué vendredi l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Selon des études de l'Administration américaine sur les océans et l'atmosphère (NOAA) et de l'Institut Goddard pour les études spatiales de la NASA, les températures moyennes mondiales enregistrées en janvier ont été les troisièmes plus élevées, après janvier 2016 et janvier 2007. La température moyenne a été de 0,88° Celsius au-dessus de la moyenne du 20ème siècle de 12° Celsius.

L'OMM rappelle que la variabilité climatique naturelle, tels que les phénomènes météorologiques El Niño et La Niña, signifie que la planète ne connaîtra pas de nouveaux records de température chaque mois ou chaque année. Plus importante que le classement mensuel est la tendance à long terme de la hausse des températures et des indicateurs du changement climatique tels que les concentrations de CO<sub>2</sub>.

Au moins trois fois jusqu'à présent cet hiver, l'Arctique a été témoin de l'équivalent polaire d'une canicule, avec de puissantes tempêtes atlantiques entraînant un afflux d'air chaud et humide et des températures en hausse proches de zéro. La température dans l'archipel arctique de Svalbard, au nord de la Norvège, a ainsi dépassé 4,1° Celsius le 7 février.

« Les températures dans l'Arctique sont tout à fait remarquables et très alarmantes », a déclaré le Directeur du Programme mondial de recherche sur le climat, David Carlson.

Ces changements dans l'Arctique affectent le climat dans d'autres parties du monde. Les changements concernant le jet stream, le très fort vent d'altitude qui contribue à réguler les températures, ont eu pour conséquence qu'une grande partie de l'Europe, de la péninsule arabique et de l'Afrique du Nord ont connu des températures exceptionnellement froides, tout comme des parties de la Sibérie et de l'ouest des États-Unis.

L'étendue de la banquise enregistrée par satellite a été la plus faible en 38 ans pour le mois de janvier, à la fois dans l'Arctique et dans l'Antarctique, selon le Centre national de données sur la neige et la glace des États-Unis (NSIDC). L'étendue de la banquise arctique atteignait en moyenne 13,38 millions de kilomètres carrés en janvier. C'est 260.000 kilomètres carrés de moins qu'en janvier 2016.

« La période de reconstitution pour la banquise dans l'Arctique est normalement en hiver, quand elle gagne en volume et en étendue. La reconstitution cet hiver a été fragile, au mieux, et il y a eu quelques jours en janvier où les températures étaient vraiment au-dessus du seuil de fonte », a déclaré M. Carlson. « Cela aura des implications sérieuses pour l'étendue de la banquise dans l'Arctique en été aussi bien que pour le système climatique mondial ».

## Soudan du Sud : l'ONU juge déplorable la situation des droits de l'homme



Des personnes déplacées attendent une distribution de nourriture dans un site de protection des civils de l'ONU à Malakal, au Soudan du Sud. Photo OIM/Bannon

**17 février** - A l'issue d'une visite de quatre jours au Soudan du Sud, le Sous-secrétaire général des Nations Unies aux droits de l'homme, Andrew Gilmour, a appelé vendredi à ce que les responsables d'atrocités dans ce pays rendent des comptes.

« C'est une guerre qui a été menée contre les hommes, les femmes et les enfants du Soudan du Sud », a déclaré M. Gilmour dans un communiqué de presse. « Et la seule façon de mettre fin à cette agression est de faire en sorte que leurs auteurs répondent de leurs actes ».

Au cours de sa visite, le Sous-secrétaire général a rencontré des responsables du gouvernement et des acteurs de société civile et de la communauté humanitaire dans la capitale Juba. Il s'est également rendu à Malakal, où il a reçu de plus amples informations sur les souffrances subies par la population civile dans cette région du nord du pays.

« Bien que ce soit ma quatrième visite au Soudan du Sud depuis 2011, je n'étais pas préparé aux ravages choquants que j'ai vus à Malakal et encore plus à l'ensemble des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et des abus subis par la population », a dit M. Gilmour.

### *Le viol : réalité brutale du Soudan du Sud*

Sur place, le numéro trois du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a été informé des risques énormes que des femmes, vivant désormais sous la protection de l'ONU, sont obligées de prendre pour être en mesure de gagner la subsistance même la plus maigre. En quittant le site de protection des civils de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), elles sont fréquemment victimes de viols perpétrés par les milices et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) sur leur chemin vers le marché de Malakal.

« Il est scandaleux que les femmes dans cette zone aient à choisir entre être violées ou obtenir un moyen de subsistance », a déclaré M. Gilmour.

En mars 2016, le bureau des droits de l'homme des Nations Unies au Soudan du Sud a publié un [rapport](#) détaillé recensant les violences sexuelles commises dans le pays.

### *Des crimes de guerre et contre l'humanité commis par des éléments de l'armée*

Lors de ses rencontres avec les autorités de Juba, Gilmour a exprimé ses préoccupations au sujet de la situation des droits de l'homme dans tout le pays. Il les a exhortés à lutter contre l'augmentation préoccupante du discours de haine et à faire davantage pour protéger les défenseurs des droits humains.

Lors de sa rencontre avec le chef d'état-major général de l'APLS, le général Paul Malong, M. Gilmour a souligné les restrictions sévères auxquelles la MINUSS est confrontée pour protéger les civils, fournir une assistance humanitaire et surveiller la situation des droits de l'homme dans le pays.

Il a insisté sur le fait que des éléments de l'APLS avaient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. D'autre part, il s'est félicité du récent démarrage de la formation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'APLS et de la nomination de points focaux de l'APLS sur les violences sexuelles liées aux conflits.

« Bien sûr, nous savons que jusqu'à ce qu'il y ait la paix au Soudan du Sud, les droits de l'homme continueront d'être piétinés », a déclaré le Sous-secrétaire général. « Mais même pendant la guerre, on peut se battre sans commettre régulièrement de tels actes inutiles de cruauté. Et c'est ce que nous appelons toutes les parties - le gouvernement et l'opposition - à faire ».